



Intersyndicale Recherche de Dijon : <http://recherche.dijon.free.fr>

Recherche publique et enseignement supérieur objets d'un sabotage sans précédent !

Une mobilisation historique pour la défense de la recherche publique

Après 2 mois de mobilisation des personnels de la recherche publique (près de 70 000 signataires de la pétition "Sauvons la Recherche" et le soutien massif de l'ensemble des citoyens (près de 200 000 signataires de la pétition et plus 80% d'opinions favorables au mouvement -sondage *La Croix-*), les réponses du gouvernement restent totalement insuffisantes pour garantir l'avenir de la recherche publique en France.

Une politique globale de démantèlement des services publics

Les attaques actuelles contre la recherche publique et l'enseignement supérieur s'inscrivent dans un mouvement plus général concernant l'ensemble des services publics (éducation, santé, culture, transports, énergie, etc.). Les réformes combattues en 2003 (loi de "modernisation universitaire", réforme des retraites, réforme du statut des intermittents, réforme de l'indemnisation chômage) conduisent toutes au démantèlement progressif des services publics et au mépris des travailleurs, des professions intellectuelles du pays et des catégories les plus démunies.

La recherche et l'enseignement supérieur bourguignon ne sont pas épargnés

Pour la région Bourgogne, la recherche, c'est environ 1500 chercheurs et ITA (équivalents temps plein) à l'Université, dans l'enseignement supérieur agronomique (ENESAD) et dans les organismes de recherche (CNRS, INRA, INSERM, CEA), représentant 1,1% des emplois de la recherche publique française. Cette situation, peu favorable pour la recherche bourguignonne, est menacée par la réduction inacceptable des moyens financiers et humains.

Sur le plan financier, les établissements publics sont l'objet de coupes budgétaires drastiques en 2004 (- 13% à l'INRA, - 13% de subventions d'Etat et - 50% sur certaines conventions nationales à l'ENESAD, jusqu'à - 45% pour certains laboratoires du CNRS).

La situation de l'emploi est encore plus grave : la suppression de 550 postes statutaires à l'échelle nationale, partiellement remplacés par des postes CDD, touche la recherche en Bourgogne et confirme la tendance à la réduction des recrutements depuis plusieurs années. Dans l'enseignement supérieur, aucun poste d'enseignant - chercheur ne sera créé en 2004 à l'Université, alors qu'on en comptait 20 chaque année entre 1996 et 1999. A l'ENESAD, aucun poste ne sera créé en 2004 et 20 à 30 emplois CDD risquent d'être supprimés à moyen terme. Ces diminutions historiques des moyens attribués à la recherche publique (*pour la première fois depuis 1945, l'emploi dans la recherche publique diminuera en 2004*) et la précarisation des emplois expose l'ensemble de la société au déclin.

Sans recherche publique, il n'existe pas de recherche privée, pas d'enseignement supérieur de qualité, pas de progression de la connaissance, pas d'innovation, pas de création d'entreprises, pas de création d'emplois. De telles perspectives démotivent les jeunes à s'engager dans les métiers de la recherche en France et les encouragent à tenter leur chance à l'étranger.

Des revendications pour sauvegarder la recherche publique

En Bourgogne, l'intersyndicale des personnels de la recherche et de l'enseignement supérieur dénonce une telle politique qui néglige à ce point l'avenir de la recherche, et donc l'avenir de ces citoyens. De nombreux directeurs d'unités de recherche bourguignons ont démissionné de leurs fonctions administratives le 9 mars. L'ensemble des personnels partage l'inquiétude et les revendications toujours insatisfaites à ce jour, à savoir :

- la restitution des 550 postes statutaires, le remplacement de tous les départs en retraite et le refus de la précarisation des emplois dans la recherche
- le rétablissement de l'intégralité des crédits supprimés et l'augmentation du soutien à la recherche publique à hauteur de 3% du PIB
- rendre attractif le métier de la recherche aux jeunes en rétablissant les 300 bourses de recherche supprimées en 2004 et en les revalorisant.

Nous appelons tous les citoyens à se mobiliser pour la défense de la recherche publique !

Signez la pétition citoyenne (<http://recherche-en-danger.apinc.org>). Consultez notre site <http://recherche.dijon.free.fr>.